

Se regrouper pour mieux se loger : une utopie réaliste !

Une nouvelle manière de vivre ensemble et de « fabriquer » la ville se développe depuis une dizaine d'années, un peu partout dans nos villes et dans nos territoires : l'habitat participatif.

Qu'il s'agisse de l'autopromotion, d'habitat coopératif ou groupé, de la coopérative d'habitants ou d'opérations de logement social, l'habitat participatif c'est un regroupement de ménages qui, dans leur diversité, mutualisent leurs ressources et leur projet commun pour imaginer, réaliser, financer et produire ensemble leur logement au sein d'un immeuble collectif.

Dans cet engagement mené sans promoteur immobilier, le logement est conçu en pleine adéquation avec les besoins des habitants. Par cette démarche, ils choisissent donc délibérément de placer la « valeur d'usage » au cœur de leur projet, rendant au logement son sens profond qui doit dépasser le seul objectif de propriété.

Faire ville !

Ces projets se fondent sur des valeurs comme la solidarité, la non-spéculation, la mixité sociale et le partage. Des centaines d'initiatives sont en cours à l'instigation de citoyens, d'associations et plus récemment de collectivités pour lesquelles cette nouvelle modalité permet de produire et transformer la ville. Elle redonne une dimension collective aux initiatives d'habitants engagés comme acteurs de leur devenir.

Voie originale entre le logement social public et la promotion immobilière privée et/ou spéculative, l'habitat participatif n'est certes pas en mesure de résoudre les urgences sociales soulevées par les millions de mal-logés mais contribue à répondre à quatre enjeux majeurs du logement dans notre pays.

- Il favorise le droit au logement pour tous en élargissant les publics concernés face à un marché qui reste très tendu.
- Réel facteur de lien social de proximité, c'est un levier essentiel pour concrétiser le vivre ensemble et la transformation partagée de nos villes.
- L'habitat participatif répond aux enjeux de la citoyenneté en permettant aux habitants de mener collectivement un projet fédérateur.
- Mutualiste et partagé dans les valeurs qu'il incarne, il constitue enfin un outil de développement de l'économie sociale et solidaire.

Une nouvelle étape maintenant !

L'habitat participatif au regard de ce qui s'est déjà concrétisé à Montreuil, Strasbourg ou Grenoble, c'est également un gisement d'expérimentations et d'innovations sociales et environnementales. L'intergénérationnel organisé, le choix des matériaux sains, les locaux et espaces partagés au-delà des seuls habitants de l'immeuble, le lien social et les échanges de services, la gestion de l'énergie..... c'est souvent une « pensée globale » qui se concrétise dans une action locale.

Depuis des décennies, en Suisse, en Belgique ou en Allemagne l'habitat participatif fait partie intégrante des processus d'urbanisation et de production de la ville. Dans des villes comme Fribourg ou Tübingen, ils représentent jusqu'au tiers de l'ensemble des logements neufs. Il en résulte, dans ces quartiers, une forme indéniable de convivialité, de qualité d'usage et de vivre ensemble qui interrogent nos modes traditionnels de fabrication de la ville.

Se regrouper pour mieux se loger : une utopie réaliste !

Après les rencontres nationales associatives de l'habitat participatif à Grenoble réunissant plus de 600 personnes et à l'issue du lancement, par Cécile Duflot, ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, des Ateliers de l'habitat participatif, les élus locaux que nous sommes sont convaincus que trois avancées stratégiques doivent se concrétiser.

C'est d'abord **lever les freins juridiques, administratifs et financiers** afin que l'habitat participatif puisse se développer et se banaliser afin de mieux répondre aux défis auxquels sont confrontés nos territoires.

C'est ensuite **inscrire l'habitat participatif dans la loi cadre sur le logement** afin d'enraciner cette manière de « faire ville » auprès de tous les partenaires locaux.

C'est enfin, et surtout, **reconnaître l'habitat participatif dans sa diversité**, aux côtés du logement social et de la promotion immobilière privée, pour lui permettre de trouver toute sa légitimité dans le paysage local et national.

C'est pour nous, élus locaux mobilisés sur les politiques d'urbanisme et du logement, un préalable qui permettra de voir s'épanouir des centaines d'initiatives citoyennes, solidaires et écologiques autour du logement.

Alain Jund, adjoint au maire de Strasbourg en charge de l'Urbanisme et porte-parole du Réseau national pour l'habitat participatif ; **Emmanuelle Cosse**, vice-président de la région Ile-de-France en charge du Logement ; **Daniel Mosmant**, adjoint au maire de Montreuil en charge du Logement et de l'Urbanisme ; **Monique Vuillat**, adjointe au maire de Grenoble en charge du Logement.